

## Compte-rendu du Conseil Territorial de Santé du 2 octobre 2024

---

### Présentation Powerpoint jointe

#### I. Actualités du département parisien

##### 1. Retour sur les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) : offres de soins, mobilités et santé-environnement

- Pendant la période des JOP, plusieurs mesures ont été mises en place par la délégation de Paris de l'ARS et ses partenaires, afin de maintenir la prise en charge et l'offre de soins des Parisiens et des visiteurs. On peut notamment citer l'ajout de 750 lits supplémentaires dans une dizaine de services en Île-de-France, le renforcement de l'offre de médecine générale en ville par la contractualisation avec 6 offreurs de soins de ville ainsi que le renforcement du pré-hospitalier avec des moyens et ressources humaines supplémentaires.
- Un premier bilan nous permet de constater que :
  - Le renforcement des 6 centres de premier recours ont principalement bénéficié aux résidents franciliens, plutôt qu'aux visiteurs ;
  - L'impact des JOP sur l'activité du SAMU et des urgences a été maîtrisé, avec une légère baisse des passages aux urgences (-3% par rapport à 2023 pendant les Jeux Paralympiques) ;
  - Les dispositifs d'aller-vers destinés à accompagner les publics fragiles ont été peu utilisés par les acteurs de la veille sociale.
- Concernant l'anticipation des risques et situations sanitaires exceptionnelles :
  - La délégation de Paris de l'ARS a accompagné, en amont des JOP, les acteurs sanitaires et médico-sociaux pour l'adaptation de leur organisation aux enjeux et contraintes de mobilité. Pendant les JOP, un faible nombre de signalements et alertes relatifs aux mobilités a été enregistré.
  - La délégation de Paris de l'ARS a renforcé la sensibilisation des professionnels de santé, services de l'Etat et opérateurs sur la lutte anti-vectorielle et a préparé d'éventuelles actions de démoustication (une opération a eu lieu à Paris pendant les Jeux Paralympiques). Un programme d'inspections a également été mis en œuvre afin de lutter contre le risque de légionnelles dans les hôtels parisiens.
- Concernant la pratique physique et sportive pour tous en héritage des Jeux :
  - Une promotion de la pratique physique et sportive a été mise en place au sein de tous les Etablissements sociaux et médicaux-sociaux (ESMS) de Paris, renforcée par la mise en place de « référents sports » ainsi que la mise en œuvre de la réforme des 30 minutes d'activité physique quotidienne dans les ESMS accueillant des enfants dans le champ du handicap. L'appel à manifestation d'intérêt « Appui au développement de la pratique sportive dans les ESMS pour les personnes handicapées » a été renouvelé pour une nouvelle édition en 2024 et permettra l'amplification de la dynamique lancée en 2023.
  - L'ARS a publié, sur saisines du préfet de la région Ile-de-France, deux avis sanitaires sur la qualité de l'eau de la Seine pour les épreuves de triathlon, natation marathon et paratriathlon et accompagne les collectivités pour le projet d'ouverture des sites de baignade pérennes à destination du grand public.

### **Echange avec les membres du CTS**

- Demande de précisions concernant la prise en charge des personnes souffrant de troubles psychiatriques pendant la période des JOP : la délégation de Paris a notamment mobilisé les équipes de psychologues dans les structures d'hébergement. Peu de problématiques de santé mentale ont émergé.
- Question à propos de la pérennité de la baignade au Seine :
  - Demande de précisions concernant le budget conséquent en vue de la baignade en Seine, et les éventuelles répercussions financières sur les piscines de Paris : c'est un sujet suivi par la Ville de Paris. À noter que le plan baignade de 1,4 Md€ ne porte pas uniquement sur la baignade, mais également sur la mise aux normes des systèmes d'assainissement, notamment avec la récupération des eaux usées en vue de leur traitement (comme c'est le cas actuellement avec le bassin d'Austerlitz, qui récupère les eaux de pluie).

- Proposition d'aider les personnes qui récupèrent l'eau de pluie pour un certain nombre d'usagers comme c'est notamment le cas en Province :

A Paris, le réseau d'eau non potable est par exemple utilisé pour les fontaines, arrosage des jardins et des démarches de récupération d'eau de pluie ont également eu lieu dans certains hôtels et sites sportifs. À la suite de récentes évolutions réglementaires (en juillet 2024), un certain nombre d'usages de l'eau de pluie sont devenus possibles. Pour les établissements recevant du public sensible dont les Etablissements sociaux (ES) et les Etablissements sociaux et médicaux-sociaux (ESMS), l'usage d'eau de pluie était interdit avant la parution de ces nouveaux textes réglementaires.

### **2. Election du Président et de la Vice-présidente du CTS**

- Monsieur Bernard Jabin, Mutualité Française, a été élu Président du CTS et Madame Romy Lasserre, directrice d'EHPAD et représentante SYNERPA, Vice-présidente du CTS.
- Monsieur Jabin a rappelé l'objectif de poursuivre les politiques mises en place par le CTS et continuer les efforts initiés avec le PTSM (Projet territorial de santé mentale), en collaboration avec l'ARS, la Ville et les associations. Un travail approfondi sur la santé mentale a été réalisé, permettant d'impliquer les professionnels et les usagers. D'autre part, Monsieur Jabin a rappelé la nécessité de renforcer le bureau du CTS, d'autant que le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France a récemment fait part de sa volonté d'élargir les missions du CTS. Le CTS reste attentif à la position du Ministre à ce sujet. Monsieur Jabin invite toute personne intéressée à rejoindre le bureau du CTS afin de poursuivre cette initiative.

### **Echange avec les membres du CTS**

- Demande concernant la durée du mandat du Bureau : le mandat d'un membre qui participe au bureau est de 5 ans.

### **3. Présentation d'actions territorialisées parisiennes du Projet Régional de Santé**

- Dans le cadre du Projet régional de santé (PRS), la délégation parisienne de l'ARS présente au CTS les principales actions territoriales qu'elle mène :
  - Accompagner les personnes précaires les plus éloignées du soin dans leur parcours de santéObjectifs :
  - Développer la médiation en santé auprès de divers publics ;

- Accompagner les personnes en situation de précarité en prenant en compte leurs vulnérabilités ;
  - Fluidifier les parcours de santé des usagers de drogue du nord-est parisien.
- Garantir des soins accessibles et de qualité en améliorant la coordination entre les acteurs et en renforçant l'attractivité des métiers de la santé  
Objectifs :
    - Améliorer l'accès à l'offre de soins de premier recours pour les Parisiens.
    - Informer, orienter et accompagner les professionnels de santé dans les filières en tension.
  - Soins palliatifs : Structuration de la filière des soins palliatifs.  
Objectif : Améliorer la prise en charge des Parisiens en soins palliatifs en structurant une filière territoriale coordonnée, intégrant tous les acteurs concernés (usagers, professionnels de santé, structures, etc.).
  - Psychiatrie et santé mentale : améliorer la fluidité des parcours de santé  
Objectifs :
    - Améliorer la prise en charge des urgences psychiatriques.
    - Favoriser le repérage et l'accompagnement des Parisiens en souffrance psychique.
  - Autonomie : améliorer la structuration des parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap à domicile  
Objectif : Transformer l'offre pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap sur le territoire parisien.

### **Echange avec les membres du CTS**

- Propositions de prochaines thématiques par les membres du CTS (avec possibilité de faire des focus selon les territoires au sein de Paris) :
  - Santé des jeunes : accès aux soins, prévention, etc.
  - Ressources humaines en santé : attractivité, installation de professionnels de santé, etc.
  - Démocratie en santé : place des usagers.
  - Prévention : présentation de Mon Bilan Prévention et du rôle des Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), essentiels pour la prévention et l'accès aux soins.
  - Offre de soins : analyse du déploiement des structures et services de santé. Comment les Parisiens perçoivent-ils cette offre ? Focus sur les centres de santé.
  - Thématique des IST et des comportements sexuels :
    - Actions en lien avec la ville sur la santé sexuelle (HPV, ChemSex, etc.) ;
    - Sensibilisation à la vie affective et sexuelle dans les écoles (notamment car la Ligue contre le cancer) ;
    - Elargissement de la démarche « VIH sans ordo » aux « IST sans ordo » ;
  - Permanence des soins en ambulatoire (PDSA), Service d'accès aux soins (SAS) et Visites à domicile (VAD).
  - Problématique de l'eau à Paris.

## **II. Point de situation sur la situation épidémiologique de Paris (voir PPT)**

### 1. Le coronavirus : vigilance, gestes barrières et rappel vaccinal

- 15 octobre 2024 : lancement de la campagne de vaccination conjointe grippe/covid-19.
  - Vaccins disponibles contre la grippe : *Vaxigrip Tétra®*, *Influvac Tétra®*, *Fluarix Tétra®*, indiqués chez l'adulte et l'enfant à partir de 6 mois
  - Vaccins disponibles contre le Covid-19 : vaccins à ARNm adaptés aux variants circulants JN.1
- Les couvertures vaccinales contre la grippe sont en diminution chez les résidents comme chez les professionnels des ESMS.
- La vaccination reste utile chez ces personnes vulnérables, dépendantes des structures et dont la couverture vaccinale reste insuffisante (environ 70% en Île-de-France).

### 2. Le Mpx : état des lieux et stratégie de vaccination

- Le Mpx est une maladie zoonotique endémo épidémique qui sévit en Afrique centrale et de l'Ouest dont plusieurs foyers ont été décrit depuis 1970.
- Sur le printemps et l'été 2022, nous avons observé une épidémie hors zone Afrique, qui a touché préférentiellement les communautés gays, trans et multipartenaires.
- Le 14 août 2024, l'Organisation mondiale de la Santé a annoncé la recrudescence du variant Mpx Clade I sur le continent africain, ce qui constitue une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI).
- Dans ce contexte international, l'ARS Île-de-France est aujourd'hui chargée de surveiller l'épidémie au niveau de la région, via le Point Focal Régional (PFR) en lien avec Santé publique France (SpF), et de réorganiser l'offre de soins en réponse à la situation.
- Il n'y actuellement pas de cas de clade Ib en France.
- Sur l'avis de la Haute autorité de santé du 2 septembre 2024, une vaccination préventive peut être proposée aux groupes de personnes les plus exposés au virus, soit :
  - Les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) et les personnes trans rapportant des partenaires sexuels multiples ;
  - Les travailleurs et travailleuses du sexe, et les personnes en situation de prostitution ;
  - Les professionnels des lieux de rencontre sexuelle, quel que soit le statut de ces lieux ;
  - Les partenaires ou les personnes partageant le même lieu de vie que les personnes mentionnées ci-dessus.

### 3. La coqueluche : bilan et recommandations vaccinales

- La coqueluche connaît une recrudescence depuis le début de l'année 2024, en Europe, en France et en Île-de-France.
  - Cette situation entraîne une hausse du nombre de passages aux urgences et de consultations auprès de SOS médecins pour coqueluche.
  - Depuis le début de l'année 2024, 1027 recours aux urgences pour coqueluche ont été recensés en Île-de-France (contre 52 cas en 2023).
- Les enfants de moins de 1 an sont les sujets les plus à risque de forme grave.
- Depuis début 2024, un total provisoire de 28 décès a été rapporté, dont 20 enfants (18 âgés de moins de 1 an) et huit adultes (âgés de 51 à 86 ans mais dont la coqueluche n'était pas indiquée comme première cause de décès). Le plus grand nombre de décès a été observé en juillet avec 9 décès.

### 4. Les infections à PapillomaVirus Humain (HPV)

- Les HPV sont très contagieux et se transmettent très facilement, par contact de muqueuses ou de la peau.
- 70-80% des femmes et des hommes seront exposés au cours de leur vie.
- La majorité des infections sont transitoires et asymptomatiques avec une guérison sans séquelle dans les 2 ans qui suivent l'infection.
- Dans 10% des cas, l'infection persiste et peut entraîner plusieurs années plus tard des lésions précancéreuses qui peuvent évoluer vers un cancer.
- L'évolution est lente entre l'infection à HPV, l'apparition de lésions précancéreuses, et celle d'un cancer. Les délais sont de 10 à 20 ans entre une infection à HPV et l'apparition d'un cancer.
- Les campagnes de vaccination HPV gratuites en milieu scolaire améliorent considérablement l'accès à la vaccination pour l'ensemble des collégiens.
- Il y a une stratégie très territoriale pour la vaccination HPV avec une mobilisation des Centres gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CEGIDD) et des centres de santé pour proposer une offre très diverse. La délégation de Paris de l'ARS a également mobilisé les associations communautaires et ParisSansSida afin de déployer des actions de communication.

#### **Echange avec les membres du CTS**

- Demande de recommandations vaccinales pour les personnes âgées notamment afin de mener des actions de prévention : le ministère de la Santé et de l'Accès aux soins a publié le [calendrier des vaccinations et recommandations vaccinales](#) de 2024 (qui concerne tout type de public).
- Demande concernant la transmission de la grippe aviaire : il y a toutes les recommandations pour les professionnels de santé dans le calendrier vaccinal contre la grippe et pour se protéger de la transmission.
- Concernant la coqueluche, la PMI a diffusé les recommandations de vaccination aux professionnels des crèches dès la publication des avis : l'immunité de la maladie diminue dans les 10 ans qui suivent la vaccination donc il est en effet très important de faire des rappels vaccinaux aux adultes car il a un risque majeur de développer des formes graves pour les très jeunes enfants.
- L'exemple australien est très probant concernant le HPV, pourra t'on élargir la vaccination aux plus de 15 ans en France ? Aura t'on assez de vaccins pour tous ? : Les questions d'approvisionnement des vaccins est à la main de la Direction générale de la santé (DGS) et de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM). Il n'y a pas de rupture de stock à ce jour.

#### **Prochaine séance :**

- Séance le 14 novembre à 10h en visio : santé des jeunes